

Centrafrique : Seleka islamique, la terreur permanente

La presse relate depuis hier le lynchage d'un seleka présumé au cours d'une cérémonie de remobilisation des forces armées centrafricaines en voie de reconstitution consécutivement à l'intervention française. Ces faits occultent confortablement la retraite sanglante des terroristes de la Seleka vers le Tchad (notamment).

Les gangs de coupeurs de route composant la Seleka s'étaient illégalement emparés du pouvoir en Centrafrique le 24 mars 2013. Aussitôt ils assoient le pouvoir de la minorité musulmane (20% de la population) sur la majorité chrétienne (80% de la population). Soi-disant dissous après le putsch, très vraisemblablement pour ne pas officiellement compromettre le pouvoir qu'ils ont établi, ils entreprennent aussitôt de systématiquement terroriser la population chrétienne. Leur marche sur Bangui avait déjà tracé un sillon d'exactions sanglantes, la vie des koufars et dhimmis ne valant rien à leurs yeux. Massacres, viols, spoliations se poursuivent dans l'impunité la plus totale avant que la France ne se décide à intervenir début décembre 2013. 10 mois de terreur sans partage qui pèsent lourd. L'intervention française, ne vise pas immédiatement ou officiellement la seule Seleka bien qu'elle aboutisse dans les faits à l'éviction de ses chefs et à des affrontements armés sporadiques qui permettent de la chasser des villes où tentent de s'organiser des forces nationales balbutiantes, alors que des citoyens pauvrement armés, les anti balakas, cherchent à se venger dans un climat d'épuration qui rappelle toute libération.

Les anti-balakas sont initialement des groupes d'autodéfenses citoyens apparus dès 2009 pour faire face aux incursions et

embuscades des coupeurs de route armés de machette. Anti-balaka signifie anti-machette. Dans un contexte de chaos, où le pouvoir corrompu se révélait impuissant à endiguer les violences et tétanisé par sa sclérose, cette réponse citoyenne locale revêtait malgré tout un caractère limité. A compter de 2013, les selekas arriveront en nombre, surarmés par le Tchad voisin (armes automatiques, AK 47, mitrailleuse RPK, lances-roquettes RPG-7, munitions abondantes) et épaulés par des volontaires musulmans étrangers (Tchadiens et Soudanais, ayant une expérience certaine des violences anti-chrétiennes) comme c'est le cas dans chaque conflit impliquant des musulmans. Les anti-balakas n'étant pas alors une force guerrière avec ses fusils à un coup, voire à deux coups pour les mieux pourvus (canons juxtaposés ou superposés), ses bâtons et ses haches. Ils ne seront pas en mesure de tenter de s'opposer à la marche sur Bangui des islamo-bandits de la seleka. Cependant à l'été 2013, leurs forces se reforment et s'étoffent pour défendre des zones et tenter d'en libérer d'autres. Après l'intervention française et la multiplication des actes de vengeances consécutifs aux 10 mois de terreur sauvage sans retenue, les chefs des anti-balakas appellent malgré tout au calme et réprouvent les vengeances communautaires. Naturellement ces groupes citoyens ne pouvaient mettre à profit le répit relatif de 2009 à 2013 car ils s'étaient groupés pour faire face à des violences criminelles et se trouvaient dans l'incapacité d'anticiper un putsch et une guerre civile...

Revenons-en à la situation actuelle et à la déroute 'élastique' de la Seleka. Certains de ses membres ont choisi la voie de la transition et l'intégration au nouveau pouvoir en gestation, sans doute en attendant des jours meilleurs et le renversement du rapport de forces désormais défavorable... takkya quand tu nous tiens. Les autres, constitués en colonnes infernales de coupeurs de route, se dispersent mais leurs sillons restent sanglants. Mollement poursuivis, ces véritables écorcheurs et leurs bandes

continuent à tuer, piller et violer à chaque étape. En effet, cette stratégie de retraite sanglante leur permet d'espérer négocier la cessation des exactions contre un poste stratégique de premier ministre, de ministre de la défense ou de l'intérieur pour leurs chefs. Naturellement la prise de ces postes clefs leur permettrait d'envisager sereinement un statu quo qui ne saurait être que provisoire pour reprendre le contrôle de la situation au moindre signe de faiblesse ou au retrait des troupes françaises, allah ne donne-t-il pas la victoire au plus patient ?

Toujours est-il qu'en retraite vers le Tchad les Selekas bénéficient du soutien des troupes tchadiennes pourtant présentes au titre du maintien de la paix et de l'interposition. Ce n'est pas étonnant, seuls des naïfs pourraient s'en étonner. En Bosnie déjà les contingents turcs de l'ONU avaient été accusés d'aider les forces musulmanes alors qu'en Macédoine (FYROM) le contingent américain de l'OTAN avait carrément exfiltré les combattants musulmans de l'UCK-M (M pour Macédoine, il s'agit de la branche locale de l'UCK irrédentiste) encerclés dans la localité d'Aracinovo par les forces armées nationales. Dans ces guerres les dés sont pipés, les musulmans peuvent compter sur des alliés présents du début à la fin de la crise, alors que les autres ne peuvent compter que sur l'intervention d'un allié lointain quand celui-ci intervient (et il intervient généralement pour le camp ennemi...), dans ce cas 10 mois c'est long, très long, parfois court mais uniquement pour ceux que la Seleka a brûlé vifs. Selon le vieux proverbe Polonais 'Dieu était trop haut et la France trop loin'. C'est pourquoi il ne faut pas cesser la poursuite, une demi-mesure serait une erreur lourde de conséquences car elle figerait les positions en l'état et permettrait, à terme, un retour des terroristes dès que les circonstances le leur permettraient. Ne nous y trompons pas ce serait un bain de sang pire encore que le précédent. A cette heure, partout où des vengeances pourraient avoir lieu contre des musulmans, ceux-ci se réfugient dans les églises et les

prêtres parviennent généralement à s'interposer leur sauvant ainsi la vie. Hélas, nous n'avons pas connaissance que des imams se soient interposés en faveur des Chrétiens pendant les 10 mois de terreur Seleka... Les appels qui leur sont postérieurs n'ont pas la même valeur.

Jean-Marie Rousset